

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
DU 30 JUIN 2003 CONTENANT
L'ACCORD DE PAIX SOCIALE 2003/2004**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux employés qu'ils occupent.

CHAPITRE II - DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail est applicable à partir du 1er janvier 2003 jusqu'au 31 décembre 2004 inclus et contient les nouveaux accords valables durant cette période.

CHAPITRE III- CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 3

Les salaires horaires minimums, ainsi que les salaires réellement payés seront augmentés de 15 euros au 1^{er} janvier 2004 et de 10 euros au 1^{er} juillet 2004.

Pour ce qui concerne les employés liés par un contrat de travail à temps partiel les rémunérations mensuelles ainsi que les rémunérations effectives seront majorées au prorata des prestations.

CHAPITRE IV -PREPENSION CONVENTIONNELLE A TEMPS PLEIN

Article 4

Le régime de la prépension conventionnelle à temps plein, instauré à l'époque par la convention collective de travail du 8 avril 1981, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 septembre 1981 et prolongée par la suite, pour la dernière fois jusqu'au 31 décembre 2002 par la convention collective de travail du 17 mai 2001, sera poursuivi durant la période du 1er janvier 2003 jusqu'au 30 juin 2005, conformément aux conditions fixées aux articles 5 et 6 de la présente convention collective de travail et dans la convention collective de travail spécifique du 30 juin 2003 concernant la prépension conventionnelle.

Article 5

- §1. Conformément aux dispositions de l'article 3, §2 de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle, l'âge minimal, depuis le 31 décembre 1999, a été fixé à 58 ans.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

02 -07- 2003

15 -03- 2004

70329 100/215

§2. Outre les conditions d'ancienneté, fixées par l'arrêté royal du 7 décembre 1992 précité, les employés, doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire en outre à l'une des conditions d'ancienneté suivantes :

- soit une occupation ininterrompue d'au moins cinq ans précédant immédiatement le licenciement, qui donne droit à la prépension, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection;
- soit une carrière d'au moins dix années d'occupation dans des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 6

Les conditions et engagements précis concernant ce régime de prépension sont réglés par la convention collective de travail séparée du 30 juin 2003.

CHAPITRE V –PREPENSION A MI-TEMPS

Article 7

La convention collective de travail du 3 juin 1997 relative à la prépension à mi-temps sera prolongée jusqu'au 31 décembre 2004.

CHAPITRE VI - FONDS SOCIAL DE GARANTIE

Article 8

A l'article 13 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par l'arrêté royal du 11 décembre 1979, la date du 31 décembre 2002 est remplacée par celle du 31 décembre 2004.

Article 9

L'article 14 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, fixés par la convention collective de travail du 23 avril 1979 et rendus obligatoires par l'arrêté royal du 11 décembre 1979, est modifié comme suit :

«Du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2004, les cotisations patronales sont fixées à 0,83% des rémunérations brutes des employés».

CHAPITRE VII - FORMATION ET EMPLOI

Article 10

La convention collective de travail du 19 juin 2001 concernant la formation et l'emploi est prolongée sans modification jusqu'au 31 décembre 2004.

Dès lors, aux articles 3, 5 et 6 de la convention collective de travail précitée, la date du 31 décembre 2002 est remplacée par celle du 31 décembre 2004.

CHAPITRE VIII - APPLICATION SECTORIELLE DE LA CCT N° 77BIS ET TER

Article 11

Ce chapitre réfère à la convention collective de travail n° 77bis et ter du Conseil National du Travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à un emploi à mi-temps. Il contient le complément sectoriel de différentes dispositions de la convention collective de travail précitée relative aux années 2003 et 2004.

Article 12

- § 1. La période maximale d'un an pour l'exercice du droit, visée à l'article 3 de la convention collective de travail n° 77 précitée, est portée à cinq ans pour tous les employés.
- § 2. Les employés qui, en application de l'article 3 précité, prennent du crédit-temps pour une période supérieure à un an, peuvent, à partir de la deuxième année, uniquement le faire par période minimum d'un an.

Article 13

Le seuil de 5%, visé à l'article 15 de la convention collection de travail n° 77bis, est applicable à toutes les entreprises du secteur.

Au niveau de l'entreprise, ce seuil peut être augmenté, moyennant accord de l'employeur et en tenant compte des possibilités au niveau de l'organisation du travail.

CHAPITRE IX - SYSTEME D'INDEXATION

Article 14

Suite à l'application tardive de l'article 16 de la convention collective de travail du 19 juin 2001 contenant l'accord de paix sociale 2001/2002, un index compensatoire a été prévu.

Le montant de cette compensation est fixé à 8,65 pourcents de la rémunération brute de l'employé, calculés sur la rémunération brute payée du mois de septembre 2003 et est versée en même temps que la rémunération du mois de novembre 2003.

CHAPITRE X - ALLOCATIONS COMPLEMENTAIRES DE SECURITE D'EXISTENCE

Article 15

A l'article 3 de la convention collective de travail du 2 juin 1994, modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail du 21 septembre 2001, les montants suivants sont remplacés :

- à l'article 3, § 4 : 2.974,72 euros par 3.718,40 euros ;
- à l'article 3, § 5 : 3.333 BEF par 82,63 euros

9

CHAPITRE XI – ALLOCATION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Article 16

Conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts du Fonds social de garantie pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection, le montant de l'allocation sociale complémentaire qui doit être octroyée chaque année aux ayants droit est fixée comme suit :

- en 2003 et 2004 : 123,90 euros pour les employés qui satisfont aux conditions de l'article 6, § 1, §2 et § « des statuts susmentionnés ;
- en 2003 et 2004 : 37,18 euros pour les employés qui sont restés au chômage complet et ininterrompu tel que défini à l'article 6, § 4 des statuts susmentionnés.

CHAPITRE XII - PROLONGATION DES ACCORDS EXISTANTS

Article 17

5 25/24

Les conventions collectives de travail *sectorielles* existantes de durée déterminée et qui prendront éventuellement fin au cours de la durée de validité de cette convention collective de travail, sont prolongées pour la durée de cette convention collective de travail, à l'exception de la convention collective de travail concernant la prépension à temps plein qui est prolongée jusqu'au 30 juin 2005.

CHAPITRE XIII - NON-CUMUL AVEC D'AUTRES AVANTAGES

Article 18

Dans les entreprises ayant déjà accordé, entre le 1^{er} janvier 2003 et la date de conclusion de la présente convention collective de travail, des avantages au moins égaux aux avantages convenus dans la présente convention collective de travail, ces derniers avantages ne devront plus être accordés.

Les entreprises qui n'ont pas appliqué cette dernière disposition doivent maintenir leurs pratiques.

CHAPITRE XIV - PAIX SOCIALE

Article 19

Pendant la durée de la présente convention collective de travail, les parties signataires garantissent le respect de la paix sociale, ce qui implique que :

- 1) toutes les dispositions relatives aux salaires et aux conditions de travail seront rigoureusement observées et ne pourront être contestées par les organisations des travailleurs ou des employeurs, ni par les employés ou par les employeurs ;
- 2) les organisations de travailleurs et les employés s'engagent à ne pas déposer de revendications au niveau national ou régional, ni au niveau de l'entreprise, étant donné que toutes les dispositions normatives individuelles sont réglées par la présente convention collective de travail.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
VAN 30 JUNI 2003 HOUDENDE AKKOORD VAN
SOCIALE VREDE 2003/2004**

CAO van 30 juni 2003

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en op de bedienden die zij tewerkstellen.

HOOFDSTUK II - DUUR

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing vanaf 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 en bevat de nieuwe afspraken geldend gedurende deze periode.

HOOFDSTUK III- ARBEIDSVOORWAARDEN

Artikel 3

De minimummaandweden evenals de effectief uitbetaalde weden worden verhoogd met 15 EURO op 1 januari 2004 en met 10 EURO op 1 juli 2004.

Voor de bedienden die zijn tewerkgesteld met een deeltijdse arbeidsovereenkomst worden de minimummaandlonen evenals de effectief uitbetaalde lonen verhoogd pro rata van hun arbeidstijdregeling.

HOOFDSTUK IV - CONVENTIONEEL VOLTIJDS BRUGPENSIOEN

Artikel 4

Het stelsel van het conventioneel voltijds brugpensioen, destijds ingevoerd bij collectieve arbeidsovereenkomst van 8 april 1981, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 21 september 1981 en sedertdien verlengd, voor het laatst tot 31 december 2002 bij collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 2001, wordt verder gezet gedurende de periode van 1 januari 2003 tot 30 juni 2005, volgens de voorwaarden bepaald in de artikelen 5 en 6 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst en in de specifieke collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2003 betreffende het conventioneel brugpensioen.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTRATIENREGISTR.
02-07-2003	15-03-2003

NR.
N°

70329 160/215

Artikel 5

- § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 § 2 van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen ingeval van conventioneel brugpensioen, wordt sedert 31 december 1999 de **minimumleeftijd** vastgesteld op 58 jaar.
- § 2. Naast de anciënniteitsvoorwaarden, vastgesteld door voormeld koninklijk besluit van 7 december 1992, dienen de bedienden, **om** te kunnen genieten van het conventioneel brugpensioen, bovendien te voldoen aan één van volgende anciënniteitsvoorwaarden :
- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 5 jaar onmiddellijk voor het ontslag, dat het recht op brugpensioen opent, in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het Paritair comité voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf.
 - hetzij een loopbaan van minstens **10 jaar** tewerkstelling in ondernemingen ressorterend onder het Paritair comité voor de bedienden van het kleding- en Confectiebedrijf.

Artikel 6

De precieze voorwaarden en verbintenissen aangaande dit brugpensioenstelsel worden geregeld bij afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 2003.

HOOFDSTUK V - HALFTIJDEN BRUGPENSIOEN

Artikel 7

De collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende het halftijds brugpensioen zal worden verlengd tot 31 december 2004.

HOOFDSTUK VI - SOCIAAL WAARBORGFONDS

Artikel 8

In artikel 13 van statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 wordt de datum van 31 december 2002 vervangen door de datum van 31 december 2004.

Artikel 9

Artikel 14 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979 en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 11 december 1979 wordt vervangen door volgende bepaling :

"Van 1 januari 2001 tot 31 december 2004 worden de werkgeversbijdragen bepaald op 0,83% van de brutowedden der bedienden".

HOOFDSTUK VII - VORMING EN TEWERKSTELLING

Artikel 10

De collectieve arbeidsovereenkomst van 19 juni 2001 betreffende vorming en tewerkstelling wordt omgewijzigd voortgezet tot 31 december 2004.

Derhalve wordt in de artikelen 3, 5 en 6 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst de datum van 31 december 2002 vervangen door de datum van 31 december 2004.

HOOFDSTUK Vffl - SECTORALE TOEPASSING VAN CAO nr. 77 bis en ter.

Artikel 11

Dit hoofdstuk verwijst naar de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis en ter van de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking. Het bevat de sectorale invulling van verschillende bepalingen van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot de jaren 2003 en 2004.

Artikel 12

§ 1. De maximumperiode van één jaar voor de uitoefening van het recht, bedoeld in artikel 3 van de voornoemde Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 wordt op vijf jaar gebracht voor alle bedienden.

§ 2. De bedienden die in toepassing van voornoemd artikel 3 tijdskrediet opnemen voor een langere periode dan één jaar, kunnen dit vanaf het tweede jaar slechts doen per minimumperiode van één jaar.

Artikel 13

De drempel van 5 %, bedoeld in Artikel 15 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 77 bis is toepasselijk voor alle ondernemingen uit de sector.

Op ondernemingsvlak kan deze drempel worden verhoogd mits akkoord van de werkgever en rekening houdend met de mogelijkheden op het vlak van de arbeidsorganisatie.

HOOFDSTUK IX INDEXSYSTEEM

Artikel 14

Ingevolge laattijdige toepassing van artikel 16 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 19 juni 2001 houdende akkoord van sociale vrede 2001/2002, wordt voorzien in een indexcompensatie.

Het bedrag van deze compensatie is vastgesteld op 8,65 procent van de bruto wedde van de bediende, berekend op de uitbetaalde bruto wedde van de maand september 2003 en wordt uitbetaald samen met de maandwedde van de maand november 2003.

HOOFDSTUK X - BIJKOMENDE UITKERINGEN BESTAANSZEKERHEID

Artikel 15

In artikel 3 van de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 2 juni 1994, laatst gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 21 september 2001, worden de volgende bedragen vervangen :

- in artikel 3 § 4 : 2.974,72 EURO door 3.718,40 EURO ;

HOOFDSTUK XI - AANVULLENDE SOCIALE TOELAGE

Artikel 16

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf, wordt het bedrag van de aanvullende sociale toelage, welke elk jaar aan de rechthebbenden moet worden toegekend, vastgesteld als volgt :

- in 2003 en 2004 : 123,90 Euro voor bedienden die voldoen aan de voorwaarden van artikel 6, § 1, § 2 en § 3 van de hoger vermelde statuten;
- in 2003 en 2004 : 37,18 Euro voor de volledig en ononderbroken werkloos gebleven bedienden zoals bepaald bij artikel 6, § 4 van de hoger vermelde statuten.

HOOFDSTUK XII - VERLENGING VAN BESTAANDE AKKOORDEN

Artikel 17

s 21 fit *in-farale*
De bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur en die eventueel een einde zouden hebben genomen tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden verlengd voor de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met uitzondering van de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het voltijds brugpensioen, die wordt verlengd tot 30 juni 2005.

HOOFDSTUK XIII - NIET-CUMULATIE VAN VOORDELEN

Artikel 18

In ondernemingen die reeds tussen 1 januari 2003 en de datum van afsluiten van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst voordelen hebben toegekend die minstens gelijk zijn aan de in deze collectieve arbeidsovereenkomst overeengekomen voordelen, dienen deze laatste niet meer te worden toegekend. Ondernemingen die deze laatste bepaling niet hebben toegepast, dienen hun bedrijfspraktijken verder aan te houden.

HOOFDSTUK XIV - SOCIALE VREDE

Artikel 19

Tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst waarborgen de ondertekenende partijen de inachtneming van de sociale vrede, hetgeen het volgende inhoudt :

- 1) alle bepalingen betreffende de wedden en arbeidsvoorwaarden worden strikt nageleefd en kunnen niet in betwisting worden gebracht door de werknemers- of de werkgeversorganisaties, noch door de bedienden of de werkgevers;
- 2) de werknemersorganisaties en de bedienden verbinden er zich toe geen eisen te stellen op

juni 2003
codex 2003-2004

CONFECTIE-CAO BEDIENDEN
SOCIALE VREDE 01/5

nationaal noch op **gewestelijk vlak**, noch op dat van de onderneming aangezien **alle** individuele
normatieve **bepalingen** geregeld zijn door onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.

---0---